[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Un pays plongé dans le chaos, Trump jugé en mars, la fin des stations de ski... Actus du jour

Vous n'en avez peut-être pas entendu parler, mais depuis samedi, le Gabon, un pays d'Afrique centrale, est quasiment coupé du monde.

Des triples élections étaient organisées dans le pays, notamment pour élire le nouveau président. Mais depuis, un couvre-feu a été instauré, internet a été coupé, et on ne connaît toujours pas les résultats officiels de l'élection.

Bref, une situation chaotique, alors que l'inquiétude grandit et que les regards se tournent vers les autres pays du monde.

Salut c'est Hugo, j'espère que vous allez bien, c'est donc le sujet à la une des actualités du jour. Bon alors, que s'est-il passé samedi dernier au Gabon ?

Je le disais donc, des triples élections étaient organisées, donc il y avait des élections municipales, législatives et présidentielles, pour élire donc le nouveau président du pays.

Alors pour vous donner un petit peu de contexte, l'actuel président du Gabon, Ali Bongo Ondiba, dirige le pays depuis 2009, soit depuis deux mandats de 7 ans, et donc actuellement il était candidat pour un troisième mandat cette année.

Mais il faut savoir qu'au-delà d'Ali Bongo, sa famille est au pouvoir depuis 1967, autrement dit c'est un règne qui commence à durer.

Or, face à Ali Bongo, se trouvait le candidat derrière lequel les partis d'opposition s'étaient réunis, ce candidat c'est Albert Ondo Ossa.

Le problème, c'est que la dernière élection présidentielle où Ali Bongo a donc été réélu, c'était en 2016, c'était pour son deuxième mandat,

et bien cette deuxième élection avait été extrêmement controversée.

Alors à l'époque, après plusieurs jours d'attente, une annonce officielle avait dit qu'Ali Bongo avait été élu avec 5 500 voix d'écart,

et à l'époque donc les résultats avaient été contestés et les rapports des observateurs internationaux avaient confirmé des accusations de fraude formulées par l'opposition.

Mais malgré ça, Ali Bongo était resté au pouvoir, une grave crise avait suivi, il y avait eu des violences qui avaient éclaté entre des forces de l'ordre et des manifestants, ça s'était passé notamment à Libreville qui est la capitale du Gabon.

L'Assemblée nationale aussi avait été incendiée et 27 manifestants avaient été tués par la police et donc finalement donc Ali Bongo est resté au pouvoir.

Dans ce contexte-là, vous le comprenez, cette élection de 2023 était clairement sous tension, d'ailleurs le gouvernement avait exclu cette fois-ci la présence d'observateurs internationaux et refusé l'accréditation de journalistes étrangers pour couvrir cette journée présidentielle, des éléments en matière de transparence ou de non-transparence qui forcément ne sont pas très rassurants pour une telle élection.

Bref, au moment de la fermeture des bureaux de vote samedi, le gouvernement a tout simplement décidé de couper l'accès à Internet dès la fin du vote,

et par ailleurs, la diffusion de certains médias comme RFI, France 24 ou encore TV5 Monde qui sont très suivis au Gabon a été suspendue.

Dans le même temps, on peut noter que Albert Hondo Ossa, donc le candidat face au président Ali Bongo,

dénonçait déjà des fraudes et revendiqués d'ailleurs de son côté une victoire.

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Un pays plongé dans le chaos, Trump jugé en mars, la fin des stations de ski... Actus du jour

Résultat, la présidence a décidé de mettre en place un couvre-feu toutes les nuits et ce jusqu'à Nouvelle-Ordre pour, je cite officiellement, éviter les risques de propagation d'appel à la violence et de fausses informations. Bref, à l'heure au jour en gestre mardi soir, on n'a toujours pas de résultat officiel, il y a une censure de chaîne de télévision et d'Internet qui est coupée, et par ailleurs, l'opposant à Ali Bongo, Albert Hondo Ossa, affirme avoir gagné, il dénonce la censure dans le pays, et il appelle donc Ali Bongo à organiser une passation de pouvoir. Alors, au moment où j'enregistre ni les nations unies, ni les partenaires du Gabon, dont la France d'ailleurs n'ont réagi pour le moment, c'est d'ailleurs un silence qui est pointé du doigt, alors que la visite d'Emmanuel Macron au Gabon il y a quelques mois avait été vue par certains habitants du Gabon, comme un soutien d'Emmanuel Macron au président actuel Ali Bongo. De son côté, l'ONG, réseau des organisations libres pour la bonne gouvernance du Gabon, réclamé dans un communiqué la levée de l'ensemble des restrictions et des censures, ainsi que le retrait des soldats et des forces de sécurité qui sont déployés dans le pays depuis l'élection. Cet ONG appelle également Ali Bongo à accepter, je cite, la vérité des urnes, dont les premières tendances donnent selon elle le candidat de l'opposition en tête. On verra donc ce qui est venu dans les prochains jours, mais ça me paraissait essentiel d'en parler aujourd'hui. Courage au passage à toutes les personnes qui regardent cette chaîne et qui ont des proches au Gabon. Je sais que vous avez été des dizaines et des dizaines à m'envoyer des messages pour me demander de parler de ce sujet. Effectivement, c'est un sujet qui est peu couvert mais qui me paraît indispensable à évoquer. On verra ce qu'il en est, je laisse la parole à Léa aujourd'hui pour les actualités en bref et je reviens juste après. Merci Hugo et bonjour à tous, on commence avec cet actu. L'ancien président des États-Unis, Donald Trump, sera jugé à partir du 4 mars 2024 par un tribunal à Washington pour avoir tenté de manipuler les résultats de la présidentielle américaine de 2020. Donald Trump, qui est candidat à la présidentielle américaine qui se tiendra en novembre 2024, a dénoncé le choix de cette date. Pour lui, il s'agit, je cite, d'une ingérence électorale puisque le 4 mars tombe en plein pendant la campagne présidentielle. Il a donc accusé le juge qui a choisi cette date de le détester et a annoncé qu'il allait formuler un recours pour modifier cette date. Ces avocats demandaient initialement un procès en avril 2026, on vous tiendra au cours. Deuxième actu, Nicolas Masier, un soldat des forces spéciales françaises, a été tué ce lundi en Irak. Il participait à une opération anti-terroriste avec les forces irakiennes. Selon l'Elysée, d'autres membres de son unité ont été blessés. Il s'agit du 3e soldat français mort en Irak en moins de 10 jours.

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Un pays plongé dans le chaos, Trump jugé en mars, la fin des stations de ski... Actus du jour

Actuellement, ce sont près de 600 soldats français qui sont déployés en Irak, d'après le site du ministère des Armées.

Deuxième actu, la pollution de l'air est la première menace mondiale pour la santé humaine devant le tabac, l'alcool et la malnutrition infantile

selon une nouvelle étude publiée par l'Institut politique énergétique de l'Université de Chicago.

Selon les chercheurs, la pollution aux particules fines augmente le risque de développer des maladies pulmonaires, des maladies cardiaques, d'AVC ou de cancers.

Pour vous donner un exemple, 36% des cancers du poumon seraient liés à la pollution de l'air selon l'OMS.

Et les chercheurs derrière cette nouvelle étude estiment qu'il y a un vrai manque de moyens pour lutter contre la pollution de l'air,

particulièrement dans les régions du monde qui sont le plus exposés comme l'Asie du Sud.

Le 4e actu, 91% des stations de ski européennes sont menacées par le réchauffement climatique selon une étude publiée dans Nature Climate Change.

Concrètement, avec la hausse des températures, les stations de ski sont de plus en plus confrontées aux manques de neige.

Si la hausse des températures globales se limite à 2°C, ce sont 53% des stations de ski qui feraient face à un risque élevé de manques de neige.

Mais avec une hausse de 4°C, ce serait presque l'ensemble des stations de ski qui seraient touchés.

La neige artificielle pourrait un peu atténuer ce phénomène, mais elle ne le résoudrait pas entièrement,

d'autant plus que fabriquer cette neige contribuerait à l'accélération du changement climatique puisque cela demande beaucoup d'eau et d'énergie.

5e actu, le Japon dénonce un harcèlement chinois depuis qu'il a commencé à rejeter dans la mer des eaux de la centrale nucléaire de Fukushima jeudi dernier.

Alors on vous en avait parlé la semaine dernière, cette opération, elle vise à résoudre le problème de stockage des eaux usées de la centrale,

utilisée pour maintenir la température du site.

Le Japon assure qu'il s'agit d'une opération sans danger, mais la Chine a décidé de suspendre toutes ces importations de produits de la mer en provenance du Japon.

Et depuis quelques jours, des actes anti-japonais se multiplient, comme par exemple une vague de harcèlement téléphonique en provenance de Chine,

à l'encontre des entreprises japonaises, ou encore des jets de pierre sur des écoles japonaises en Chine.

Une brique a même été lancée contre l'ambassade japonaise à Pékin, la capitale chinoise.

Le ministre japonais des Affaires étrangères a demandé au gouvernement chinois d'appeler ses citoyens à, je cite,

« agir calmement pour éviter que la situation ne s'aggrave ».

Sixième actu à une semaine de la rentrée des classes, près d'un quart des enfants en situation de handicap intellectuel,

sont privés de rentrer car ils n'ont accès à aucune heure de classe, selon une étude de l'UNAPI, l'une des principales associations dans le secteur du handicap intellectuel.

L'étude, qui a été menée auprès de plus de 2000 enfants, porteurs de handicap,

[Transcript] Les actus du jour - Hugo Décrypte / Un pays plongé dans le chaos, Trump jugé en mars, la fin des stations de ski... Actus du jour

montre par ailleurs que beaucoup d'entre eux se retrouvent dans des classes qui ne sont pas adaptées à leurs besoins.

Selon le ministère des personnes handicapées, le nombre d'enfants handicapés accueillis à l'école a néanmoins progressé.

Ils sont 34% de plus à faire leur rentrée cette année par rapport à 2017.

Et enfin, on termine par une actue assez insolite.

Le gouvernement autrichien a décidé d'offrir un abonnement à tous les transports publics du pays pendant un moment,

à condition de se faire tatouer « climatiquette » soit le nom du passe de transport public écologique autrichien.

Au total, six personnes auraient déjà fait ce tatouage selon les responsables de la campagne.

Mais cette campagne, elle fait face à pas mal de critiques, notamment de la part de certains élus autrichiens,

qui accusent le gouvernement de pousser des jeunes à se faire tatouer de la pub en échange d'argent.

Voilà, c'est la fin de ce résumé de l'actualité du jour.

Évidemment, pensez à vous abonner pour ne pas rater le suivant,

quel que soit d'ailleurs l'application que vous utilisez pour m'écouter.

Rendez-vous aussi sur YouTube ou encore sur Instagram pour d'autres contenus d'actualité exclusifs.

Vous le savez, le nom des comptes, c'est Hugo Descripts.

Écoutez, je crois que j'ai tout dit, prenez soin de vous et on se dit à très vite.